



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°34 2025

## Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Le FMI plafonne les nouveaux emprunts extérieurs publics dans le cadre son programme ;
- ❖ **Bhoutan** : Hausse des exportations d'hydroélectricité sur les sept premiers mois de 2025
- ❖ **Inde** : Retour sur les décisions de politique monétaire du 1er octobre ;
- ❖ **Maldives** : Les Maldives obtiennent le renouvellement d'un bon du Trésor indien de 50 MUSD ;
- ❖ **Pakistan** : Rencontre entre le Premier ministre Shehbaz Sharif et la direction de la Banque mondiale et du FMI à New-York ;
- ❖ **Sri Lanka** : Présentation du cadre des dépenses du projet de loi de finance 2026 au Parlement ;

### À RETENIR

**5,1%**

Prévision de croissance de l'économie  
bangladaise de la BASD pour 2025/26

# Bangladesh

## Le FMI plafonne les nouveaux emprunts extérieurs publics dans le cadre son programme

Le FMI imposera un plafond aux emprunts extérieurs du Bangladesh, dans le cadre de son programme de 5,5 Mds USD. Pour l'exercice 2025-26, les nouveaux emprunts seront limités à 8,44 Mds USD, dont 1,91 Md USD au 1er trimestre et 3,34 Mds USD pour le 1er semestre. Cette décision intervient alors que la dette publique externe a été multipliée par 3,5 entre 2010 et 2023, contre un coefficient multiplicateur de 2,1 pour l'Inde ou 2,5 pour le Népal.

Le conseiller en charge des Finances a affirmé que cela ne créera pas de pression sur le pays, et que celui-ci ne prendra aucun prêt budgétaire cette année. En particulier, le Bangladesh ne sollicitera aucun prêt supplémentaire auprès du FMI, de la Banque mondiale ou de la BAsD.

Selon la dernière analyse du FMI, le ratio dette/exportations a bondi à 162,7 % en FY24, bien au-delà des projections initiales. Si la dette publique externe reste modérée en proportion du PIB à environ 20 %, la charge de remboursement en devises pèse sur les finances publiques, alors que les réserves restent sous tension. Ainsi, le service de la dette externe gonfle pour atteindre près de 3% du budget en FY26, affecté par un renchérissement des taux au niveau mondial et une dévaluation forte du taka.

La fin progressive de la période de grâce (généralement 5-7 ans) des prêts contractés lors de l'accélération des emprunts auprès des bailleurs vers 2017-18 fait augmenter rapidement les remboursements du capital sur la dette externe.

<https://www.tbsnews.net/economy/ceiling-teeth-1249091>

<https://www.thedailystar.net/news/bangladesh/news/new-condition-55b-loan-imf-limits-bangladeshs-foreign-loan-intake-3995576>

## Le gouvernement lance une étude de faisabilité pour un accord de libre-échange avec l'UE

Le gouvernement bangladais va lancer une étude de faisabilité pour un accord de libre-échange avec l'Union européenne (UE), son principal partenaire commercial. L'objectif est d'anticiper la perte progressive des avantages liés au statut de pays les moins avancés (PMA), dont le Bangladesh sortira en novembre 2026.

Aujourd'hui, le pays bénéficie d'un accès sans droit de douane au marché européen – qui absorbe plus de 25 Mds USD d'exportations par an, soit environ 60 % des exportations totales du Bangladesh. Après une transition de trois ans jusqu'en 2029, les exportations bangladaises, notamment textiles, pourraient être soumises à des droits de douane avoisinant 10-12%.

Le Bangladesh explore parallèlement l'option du système de préférences généralisées Plus (SPG+), qui offre aussi un accès préférentiel. L'accès au SPG+ est conditionné : 32 conventions internationales doivent être ratifiées, dont 4-5 jugées difficiles à adopter dans le contexte local d'après le Ministère du Commerce. En outre, le prêt-à-porter – qui représentent l'essentiel des

exportations – dépassent les seuils aujourd'hui imposés par les clauses de sauvegarde européennes, limitant ainsi l'intérêt du SPG+.

[Govt to conduct feasibility study for FTA with EU | The Daily Star](#)

La BAsD abaisse légèrement sa prévision de croissance à 5,0 % pour 2025-26, contre 5,1% précédemment

La Banque asiatique de développement (BAsD) prévoit désormais une croissance de 5,0 % du PIB pour le Bangladesh en 2025-26, contre 5,1 % estimées en avril. L'inflation devrait reculer à 8 % en moyenne, après 10 % l'an dernier, portée à la hausse par la bonne tenue des envois de fonds et des dépenses liées aux élections de février 2026.

L'institution met toutefois en garde contre les risques liés aux nouvelles taxes américaines sur les exportations, aux vulnérabilités persistantes du système bancaire et aux pressions sur le marché des changes. La reprise reste fragile et dépendra d'un meilleur climat des affaires, d'investissements privés accrus et d'un approvisionnement énergétique fiable, selon la BAsD.

<https://www.tbsnews.net/bangladesh/bangladeshs-economy-grow-40-fy2025-amid-high-inflation-adb-1249446>

L'ONU va évaluer la préparation du Bangladesh à la sortie du statut de PMA

À la demande du gouvernement intérimaire, l'ONU lancera en octobre une évaluation indépendante de la préparation du Bangladesh à la graduation du statut de PMA, avec un rapport attendu d'ici janvier 2026. L'étude, menée par un consultant international et un expert local, consultera autorités, acteurs économiques et société civile.

Le conseiller en chef Muhammad Yunus a salué l'initiative, rappelant l'importance de données objectives.

[UN to support independent assessment of Bangladesh's LDC graduation readiness | The Daily Star](#)

## Bhoutan

Hausse des exportations d'hydroélectricité sur les sept premiers mois de 2025

Selon le bulletin statistique mensuel de la Royal Monetary Authority (RMA), la valeur des exportations d'électricité du Bhoutan a atteint 141 MUSD sur la période janvier-juillet 2025, contre 78 MUSD un an plus tôt. Cette hausse est principalement portée par la Mangdechhu Hydropower Authority (MHPA), dont la contribution avoisine 72 MUSD.

Parallèlement, les recettes issues de la consommation domestique d'électricité se sont contractées, passant de 75 MUSD sur les sept premiers mois de 2024 à 45 MUSD en 2025. Le recul a été particulièrement marqué au deuxième trimestre 2025, avec des revenus ramenés de 42 MUSD en 2024 à 19 MUSD, en lien avec une demande saisonnière plus faible, des paiements différés, des ajustements tarifaires et des changements dans les comportements de consommation.

Cette évolution met en évidence un déséquilibre croissant entre la dynamique exportatrice et la demande intérieure. Si les ventes à l'exportation apportent des devises indispensables, la contraction des recettes locales soulève des enjeux pour la trésorerie des opérateurs et les investissements en maintenance des réseaux. La soutenabilité du secteur impose ainsi une

meilleure anticipation de la demande intérieure, une tarification plus flexible et une planification des infrastructures conciliant rentabilité externe et sécurité énergétique domestique.

A moyen terme, la coopération énergétique avec l'Inde devrait se renforcer. Le Power Sale Agreement (PSA) autorise en effet le Bhoutan à importer jusqu'à 2 000 MW d'électricité auprès de PTC India Ltd. durant la saison creuse 2025-2026. En outre, la Druk Green Power Corporation (DGPC) et PTC India ont signé un accord pour développer un nouveau projet hydroélectrique.

[Royal Monetary Authority](#)

## Inde

### [Retour sur les décisions de politique monétaire du 1er octobre](#)

La Banque centrale indienne (RBI) a décidé de maintenir le taux directeur à 5,5 %, tout en conservant une stance neutre. Les taux de la Marginal Standing Facility (MSF), qui permet aux banques d'emprunter à très court terme à un taux légèrement supérieur au taux directeur, et de la Standing Deposit Facility (SDF), qui permet de déposer leurs excédents de liquidité à un taux fixe, restent respectivement à 5,75 % et 5,25 %. Le Comité de politique monétaire (CPM) a jugé prudent d'attendre davantage de clarté avant toute nouvelle action.

L'inflation est sous contrôle, soutenue par la baisse des prix alimentaires et les réductions fiscales récentes. En août, elle s'élevait à 2,07 %, proche de la borne basse de la cible officielle (2 % à 6 %). L'économie continue de croître fortement, avec un PIB en hausse de 7,8 % au 2<sup>e</sup> trimestre (avril-juin) sur un an. Les principaux risques restent les incertitudes mondiales, l'évaluation des effets des baisses de taux antérieures et la possibilité d'un ralentissement futur. Les réductions d'impôts sur certains biens de consommation devraient soutenir la demande intérieure.

Pour l'exercice 2025-26, la RBI prévoit une inflation globale de 2,6 %, en baisse par rapport à la projection précédente de 3,1 %. Cette révision reflète la rationalisation des taux de la GST, des perspectives favorables sur les prix alimentaires et une meilleure offre globale. Les prévisions trimestrielles sont : Q2 -1,8 %, Q3 -1,8 %, Q4 -4 %, et Q1 FY27 -4,5 %.

Selon le CPM, les conditions de liquidité restent confortables, avec un surplus net moyen sous la Liquidity Adjustment Facility de 2,1 trillions de roupies (l'équivalent de 23,8 Mds USD) depuis la dernière réunion du MPC.

La liquidité devrait rester stable, soutenue par une éventuelle prochaine réduction effective de 75 points de base du Cash Reserve Ratio (CRR), qui passerait de 3,75 % à 3 % entre octobre et novembre, et qui libérera des fonds supplémentaires pour les banques et augmentera la liquidité disponible pour le crédit. La prochaine réunion est prévue du 3 au 5 décembre 2025.

[Resolution of the Monetary Policy Committee](#)

### [Selon Morgan Stanley, l'Inde devrait croître à un rythme de 12,2% pour faire face à ses défis en matière d'emploi](#)

Dans un rapport non publié par Morgan Stanley, relayé par la presse économique indienne, le cabinet de conseil financier américain estime que l'Inde devrait croître à un rythme annuel moyen de 12,2 % pour réduire efficacement le sous-emploi, c'est-à-dire les emplois qui n'exploitent pas pleinement les compétences des travailleurs.

Même si l'économie indienne figure parmi les plus dynamiques au monde, avec une croissance de 7,8 % au 1<sup>er</sup> trimestre de l'exercice 2025-26, ce rythme reste insuffisant pour absorber la main-d'œuvre et corriger le déséquilibre entre compétences disponibles et emplois offerts. Pour maintenir le taux de chômage actuel, la croissance devrait être d'environ 7,4 % par an si le taux de participation reste stable. Pour que le taux de participation à la population active passe à 63 %, contre 60 % en 2023-24 selon le Periodic Labour Force Survey du ministère des Statistiques et de la Mise en œuvre des programmes (MoSPI), le PIB devrait croître à 9,3 %.

Il convient de noter que le taux de chômage des jeunes est particulièrement élevé, à 17,6 %, contre 7 % pour l'ensemble de la population active, l'un des plus hauts d'Asie du Sud. Par ailleurs, ce chiffre est sous-estimé en raison de la forte informalité dans laquelle beaucoup de jeunes travaillent, soulignant les difficultés structurelles du marché du travail indien à aligner formation, compétences et demande.

En outre, le taux de participation des femmes à la population active (LFPR) a progressé de 23,3 % en 2017-18 à 41,7 % en 2023-24, et leur taux d'emploi (WPR) est passé de 22 % à 40,3 % sur la même période, selon la RBI. Malgré ces améliorations avancées par les autorités indiennes, il s'agit de l'un des taux les plus bas de la région Asie du sud, et de nombreux obstacles persistent à l'implication des femmes sur le marché du travail tels que les inégalités salariales, les stéréotypes de genre, la faible représentation dans certains secteurs et les responsabilités domestiques.

Le rapport souligne que l'intelligence artificielle et l'automatisation pourraient freiner la création d'emplois, notamment dans les services informatiques. En effet, la faiblesse du capital humain, aggravée par des budgets limités pour la santé et l'éducation, et un droit du travail protecteur favorisant les investissements capitalistiques, empêchent l'Inde de tirer pleinement parti de sa main-d'œuvre abondante. Ainsi, les entreprises s'installent dans des secteurs fortement automatisés, créant peu d'emplois malgré la croissance.

Pour finir, Morgan Stanley cite plusieurs leviers nécessaires pour atteindre un niveau de croissance capable de résoudre les défis structurels du marché de l'emploi : stimuler l'industrie et les exportations, accélérer les investissements dans les infrastructures, et mener des réformes pour renforcer les compétences et améliorer le climat des affaires.

[India must grow 12% to address job-skill mismatch: Morgan Stanley - The Economic Times](#)

[India must grow twice as fast to avoid jobs trap, warns Morgan Stanley | Economy & Policy News - Business Standard](#)

Indicateurs macroéconomiques : indice de production industrielle (IIP), indice « Purchasing Managers' » (PMI), prévision d'inflation, et réserves de change

Selon les données publiées lundi par le ministère des Statistiques et de la Mise en œuvre des programmes (MoSPI), l'Indice de la production industrielle (IIP) en août a progressé de 4 % contre 3,5 % en juillet, porté par une forte activité minière. Le secteur manufacturier a enregistré une hausse de 3,8 %, l'électricité de 4,1 % et le secteur minier de 6 %. Parmi les 23 groupes industriels composant le secteur manufacturier, 10 ont affiché une croissance positive, les plus importants étant la fabrication de métaux de base (+12,2 %), de coke et produits pétroliers raffinés (+5,4 %) et de véhicules à moteur (+9,8 %).

Cependant, l'activité manufacturière a ralenti selon le PMI, atteignant un indice de 57,7 en septembre contre 59,3 en août, son plus bas niveau en quatre mois. Cette modération résulte d'un ralentissement des nouvelles commandes, de la production et des achats de matières premières, ainsi que d'une création d'emplois plus limitée. Malgré cela, les entreprises restent optimistes pour les 12 prochains mois, avec un niveau de confiance atteignant un sommet de sept mois.



Le secteur des services connaît également un léger ralentissement. Le PMI des services est passé de 62,9 en août, un sommet sur 15 ans, à 60,9 en septembre, principalement en raison d'une progression plus lente des commandes à l'export face à la concurrence internationale.

Sur le front de l'inflation, un rapport de la State Bank of India (SBI) a affirmé que les niveaux d'inflation pourraient être bien inférieurs aux projections de la RBI pour les exercices 2026 et 2027. La RBI a déjà revu à la baisse sa prévision pour FY26 à 2,6 %, soit 50 points de base de moins que sa précédente estimation, et ce, compte tenu des conditions favorables. Parallèlement, la croissance du PIB réel pour FY26 a été révisée à la hausse à 6,8 %, avec une inflation projetée de 4,5 % pour FY27.

Enfin, les réserves de devises de l'Inde s'élevaient à 700,2 Mds USD au 26 septembre, suffisant pour couvrir 11 mois d'importations de marchandises, et représentant 95,4 % de la dette extérieure totale à la fin mars 2025.

[Microsoft Word - Press Release IIP Aug 2025 - India's industrial production grows 4% in August, shows govt data | Economy & Policy News - Business Standard](#) - <https://www.pmi.spglobal.com/Public/Home/PressRelease/b5951f0005ca45f0861f810f7e49501a> - [India's services growth eases in September as demand cools, PMI shows - The Economic Times](#)

## Maldives

Croissance soutenue en 2025 et 2026 mais forte pression sur les réserves de change selon la Banque asiatique de développement

Selon le Regional Development Outlook de septembre, la croissance atteindrait 5,0% en 2025 puis 4,9% en 2026, tirée par le tourisme et l'investissement. L'inflation devrait reculer en 2025 grâce à la baisse des coûts de l'énergie et en raison du report de la réforme du système de subventions. Elle devrait reprendre en 2026 sous l'effet du remboursement de la dette extérieure, qui pèsera sur les réserves de change et fragilisera la monnaie. Ces contraintes pourraient limiter la stabilité macroéconomique à moyen terme.

## Pakistan

FMI – Discussions positives dans le cadre de la 2ème revue de l'EFF

Le ministre des Finances, Muhammad Aurangzeb, a estimé que les discussions avec le FMI se déroulaient « dans la bonne direction » (« So far, so good »), tout en soulignant les avancées obtenues dans la mise en œuvre des réformes fiscales et budgétaires prévues dans le cadre du programme de Facilité élargie de crédit. Selon lui, les autorités pakistanaises restent déterminées à poursuivre les objectifs convenus, malgré les pressions liées aux récentes inondations et aux tensions sociales que suscitent certaines mesures de consolidation des finances publiques.

De son côté, le Fonds monétaire international a réaffirmé l'importance de progresser sur la réforme de la National Finance Commission (NFC), mécanisme clé de répartition des ressources fiscales entre l'échelon fédéral et les provinces. Le FMI considère qu'une refonte du NFC est indispensable pour améliorer la soutenabilité budgétaire et assurer une meilleure répartition des charges fiscales, notamment en matière de mobilisation des recettes provinciales et de financement des services publics essentiels.

## Asian Development Outlook de la BAsD : la BAsD salue la stabilisation économique du Pakistan mais alerte sur les vulnérabilités climatiques et structurelles

Dans son dernier Asian Development Outlook (ADO) de septembre 2025, la Banque asiatique de développement (BAsD) souligne que les perspectives de croissance du Pakistan pour l'exercice budgétaire 2026 restent fixées à +3,0 %, malgré un environnement marqué par des vulnérabilités persistantes. L'institution observe que les progrès réalisés en matière de rééquilibrage macroéconomique et de consolidation budgétaire, soutenus par l'accord commercial conclu avec les États-Unis et par des réformes fiscales et structurelles en cours, contribuent à restaurer la confiance des investisseurs et à renforcer les marges de manœuvre extérieures du pays.

Toutefois, la BAsD met en garde contre les risques croissants liés aux catastrophes naturelles récurrentes, illustrés par les inondations de cet été, qui pourraient peser sur la croissance, perturber les chaînes d'approvisionnement et accentuer les pressions inflationnistes, notamment sur les denrées alimentaires. À ces défis climatiques s'ajoutent des fragilités structurelles persistantes : faiblesse de la mobilisation des recettes fiscales, inefficience du secteur énergétique et lenteur de la mise en œuvre des réformes des entreprises publiques.

Selon la directrice pays de la BAsD, Emma Fan, le maintien de la trajectoire de stabilisation suppose la poursuite d'un programme de réformes soutenues et une mise en œuvre cohérente des politiques, condition indispensable pour consolider la crédibilité des autorités économiques, soutenir la dynamique de croissance et accroître la résilience du pays face aux chocs externes et climatiques.

### Rebond de l'inflation à 5,6 % en g.a. en septembre sous l'effet des prix alimentaires

En septembre 2025, l'inflation au Pakistan est repartie à la hausse, atteignant 5,6 % en glissement annuel, après un niveau de 2,99 % en août. Sur le premier trimestre de l'exercice budgétaire 2026 (juillet-septembre 2025), l'inflation moyenne ressort toutefois à 4,2 %, en net recul par rapport aux 9,2 % enregistrés à la même période de l'an dernier, confirmant une tendance générale de désinflation.

La reprise des tensions inflationnistes s'explique essentiellement par une augmentation de 5,5 % des prix alimentaires sur un mois, alimentée par les hausses des légumes, fruits frais, pommes de terre, sucre, légumineuses et produits à base de blé, dans un contexte marqué par les inondations. Sur un an, les prix alimentaires progressent de 5 %, tandis que d'autres composantes affichent également des hausses significatives, notamment la santé (+10,6 %), l'éducation (+10,7 %) et les biens et services divers (+14,9 %). En revanche, l'indice du logement recule de 0,6 % sur un mois, sous l'effet de la baisse des charges d'électricité liée à l'ajustement de la FCA, et le transport se contracte légèrement (-0,3 %) grâce au recul des prix des carburants.

L'inflation sous-jacente ressort à 7,3 % en septembre, en nette décruce par rapport aux niveaux de l'année précédente (9,3 %), reflétant une accalmie des tensions structurelles. Toutefois, la hausse marquée de certaines denrées de base souligne la vulnérabilité des ménages aux chocs climatiques et aux perturbations d'approvisionnement, et justifie la vigilance des autorités monétaires dans le calibrage futur de leur politique (la Banque centrale a récemment marqué une pause dans son cycle de baisse des taux).

## Le FBR rate son objectif de collecte fiscale de 197 Mds PKR au T1 2026

Sur le premier trimestre de l'exercice budgétaire 2026 (juillet-septembre 2025), l'administration fiscale pakistanaise (Federal Bureau of Revenue – FBR) a collecté 2 405 Mds PKR, soit une différencet de 197 Mds PKR par rapport à l'objectif fixé dans la loi de finances de 2 602 Mds PKR. Cette contre-performance intervient malgré une progression de 30 % des recettes par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les autorités expliquent cet écart par des remboursements plus élevés que prévu, estimés à 178 Mds PKR, et par un ralentissement de l'activité économique qui a pesé sur la collecte de certaines catégories d'impôts.

Le ministère des Finances a néanmoins réaffirmé l'objectif annuel de 14 131 Mds PKR pour l'exercice 2026, inscrit dans la loi de finances et négocié avec le FMI. Le respect de cette trajectoire demeure crucial pour maintenir la trajectoire du ratio recettes fiscales/PIB et garantir le financement des dépenses publiques dans un contexte de forte contrainte budgétaire.

## La dette publique atteint 80,6 trillions PKR malgré la baisse du coût des intérêts

Selon les dernières données publiées par le ministère des Finances, la dette publique du Pakistan s'est élevée à 80,6 trillions PKR fin août 2025, contre 78,9 trillions PKR à la clôture de l'exercice précédent, soit une hausse de 1,7 trillion PKR en deux mois. Cette progression intervient malgré la baisse du coût du service de la dette liée à la réduction du taux directeur de la Banque centrale, ramené de 22 % à 11 % au cours de l'année 2025.

L'endettement intérieur reste prédominant, représentant près des deux tiers du total, mais la dette extérieure continue de croître en lien avec les décaissements multilatéraux et bilatéraux. Le poids de la dette, estimé à environ 75 % du PIB, reste un facteur de vulnérabilité majeur, d'autant que les paiements d'intérêts absorbent près de 40 % des recettes fiscales.

## Le Pakistan rembourse 500 M USD d'Eurobond et rassure sur ses échéances à venir

Le Pakistan a procédé fin septembre au remboursement à échéance d'un Eurobond de 500 M USD, confirmant sa capacité à honorer ses engagements financiers extérieurs dans un contexte de stabilisation progressive de sa position extérieure. Selon le ministère des Finances, ce règlement s'inscrit dans une stratégie visant à rétablir la confiance des investisseurs et à consolider la crédibilité du pays sur les marchés internationaux, après plusieurs années de tensions liées à la soutenabilité de la dette.

Les autorités ont par ailleurs assuré que le remboursement de 1,3 Md USD prévu en avril 2026 se déroulera sans difficulté, grâce à la reconstitution des réserves de change et au soutien attendu des bailleurs multilatéraux. Le maintien d'une trajectoire budgétaire prudente et la poursuite des réformes structurelles sont présentés comme des conditions essentielles pour garantir la soutenabilité du service de la dette et préserver l'accès du Pakistan aux financements internationaux.

## Procter & Gamble met fin à ses opérations directes au Pakistan

Procter & Gamble (P&G) a annoncé arrêter ses opérations directes de fabrication et de vente au Pakistan. Gillette Pakistan, filiale de P&G, envisage également un retrait de la Bourse de Karachi (PSX). Cette décision s'inscrit dans le cadre d'un plan de restructuration mondiale. Les



marques de P&G (Pampers, Ariel, Head & Shoulders, Gillette...) resteront disponibles pour les consommateurs pakistanais mais leur commercialisation se fera via des distributeurs tiers

Cette annonce intervient dans un contexte de retrait des investisseurs étrangers du marché pakistanais (depuis 2022, plusieurs multinationales dans les secteurs pharmaceutiques, de l'énergie ou des produits de consommation ont désinvesti ou cédé des opérations (Shell, Pfizer, Sanofi, Total...)).

## Sri Lanka

### Présentation du cadre des dépenses du projet de loi de finance 2026 au Parlement

Les dépenses totales du gouvernement pour l'année 2026 atteindraient 4 434 Mds LKR. Le projet de loi définitif sera présenté le 7 novembre au Parlement pour adoption le 5 décembre après débats. L'allocation la plus importante concerne le ministère des Finances, avec 634 Mds LKR. Le ministère de la Défense recevrait 455 Mds LKR, tandis que le ministère de la Santé se verrait attribuer 554 Mds LKR, le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de l'Enseignement professionnel 301 Mds LKR, le ministère des Conseils provinciaux et des Collectivités locales 618 Mds LKR et le ministère de l'Administration publique 596 Mds LKR.

### Le déficit budgétaire en baisse de 55% sur les 8 premiers mois

Fin août, les recettes budgétaires cumulées atteignaient 3 295 Mds LKR, soit 28,8% de plus que les recettes des 8 premiers mois de 2024 (2 558 Mds LKR). Cette situation s'explique en grande partie par la forte hausse des taxes perçues sur les véhicules importés. Dans le même temps, les dépenses totales ont atteint 3 713 Mds LKR, à comparer à 3 477 Mds LKR au cours de la période correspondante de 2024, soit une augmentation de 6,8%. Le déficit budgétaire a ainsi diminué à 411 Mds LKR sur la période (1,2% du PIB), contre 911 Mds LKR sur la même période de 2024 (3% du PIB). L'excédent primaire s'établit à 3,7% du PIB sur les 8 premiers mois de 2025.

### Excédent courant confortable sur les 8 premiers mois malgré un déficit commercial croissant

La balance courante a enregistré un excédent de 2 Mds USD au cours de la période, en augmentation de 26,1% par rapport à la période correspondante de 2024. Le déficit commercial passe de 3,6 Mds USD au cours des 8 premiers mois de 2024 à 4,3 Mds USD sur la période correspondante de 2025 - essentiellement en raison de l'augmentation des importations de véhicules à la suite de la levée de l'interdiction d'importation en février 2025 (ces importations pourraient atteindre 1,5 Md USD au cours de l'année 2025). L'excédent des échanges de services (essentiellement tourisme) progresse de 2,3% pour atteindre 2,7 Mds USD et les transferts de migrants de 19,3% pour atteindre 5,1 Mds USD sur la période.

### Rapport du FMI sur le processus de restructuration de la dette du Sri Lanka

Le fonds attribue la crise de la dette financière traversée par le pays à des années de politiques budgétaires laxistes, des chocs externes (dont la pandémie) et une forte dépendance aux emprunts extérieurs. Le défaut intervenu en avril 2022 a nécessité une restructuration complexe en raison d'une base de créanciers diversifiée (bilatéraux membres et non-membres du Club de Paris, créanciers privés, créanciers internes). Les négociations ont introduit des

instruments innovants, tels que des obligations liées aux résultats économiques ou à la gouvernance. La restructuration a permis une forte réduction du service de la dette externe et une normalisation progressive des conditions de financement mais le Fonds recommande la poursuite de politiques budgétaires prudentes. Il souligne également les risques liés aux obligations souveraines liées aux résultats économiques. À partir de 2028 en effet, le Sri Lanka pourrait être confronté à un service de la dette plus élevé, variant entre 150 et 270 MUSD/an, si son PIB dépasse certains seuils.

### Poursuite de la croissance en 2025 et 2026 mais des risques persistants selon la Banque asiatique de développement

Selon le Regional Development Outlook de septembre, la croissance devrait atteindre 3,9% en 2025, portée par la consommation, elle-même soutenue par les transferts de migrants et la hausse du crédit. En 2026, elle ralentirait à 3,3% sous l'effet des tarifs américains, qui pénalisent les exportations de vêtements et de caoutchouc, menaçant l'emploi industriel. Après une nouvelle année de déflation en 2025, l'inflation devrait reprendre pour atteindre 4,5% en 2026. Le compte courant s'est renforcé, malgré une hausse des importations. Les principaux risques concernent les tensions commerciales, le faible niveau des réserves, les pressions budgétaires et la vulnérabilité financière

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays  
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	C	A4
<b>Bangladesh</b>	B1	Négative	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
<b>Pakistan</b>	Caa3	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
<b>Népal</b>	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr](mailto:erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : [erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr](mailto:erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr)